

Éducation, mobilité, fiscalité : ce que veulent les jeunes entrepreneurs

À l'issue de son sommet annuel qui s'est tenu à Buenos Aires en Argentine, l'association des Jeunes Entrepreneurs du G20YEA (Young Entrepreneurs Alliance) a adressé ses recommandations aux chefs de l'Etat du G20 dans trois domaines : une éducation de qualité, la mobilité internationale et une fiscalité intelligente.

Temps de lecture : minute

11 octobre 2018

Nous vivons à une époque où l'économie du savoir - tirée par le capital humain - et la libre circulation des idées deviennent la force essentielle du développement et de la croissance. L'entrepreneuriat en est un moteur essentiel et les pays du G20 doivent créer les conditions propices à des initiatives de grande qualité, en particulier chez les jeunes." C'est avec ces premières lignes que l'association des Jeunes Entrepreneurs du G20YEA (Young Entrepreneurs Alliance) a adressé ses recommandations aux chefs d'Etat du G20, à l'issue du sommet qui s'est tenu les 20 et 21 septembre dernier à Buenos Aires, en Argentine.



À lire aussi

Comment les jeunes entrepreneurs veulent faire de la France une scale-up nation

Inquiets de la montée des mouvements politiques nationalistes et protectionnistes, les jeunes entrepreneurs du monde ont appelé les dirigeants du G20 à renouveler leur engagement en faveur d'un commerce libre et équitable, et avec des frontières plus ouvertes. "*Nous militons pour un cadre international fondé sur des règles qui permettent à tous de bénéficier des opportunités que le monde offre*", rappellent-ils. Ils ont donc élaboré des recommandations concrètes dans trois domaines : une éducation de qualité, la mobilité internationale et une fiscalité intelligente.

Renforcer les synergies entre éducation,

recherche et entrepreneuriat

Convaincus que les systèmes éducatifs traditionnels doivent changer pour combler le déficit croissant de compétences et afin de favoriser la mobilité sociale et l'accès aux opportunités, les jeunes entrepreneurs recommandent aux gouvernements du G20 de mettre en oeuvre des politiques d'éducation basées sur la promotion des approches par projet dans l'enseignement, censées favoriser la liberté intellectuelle et l'initiative, tout en renforçant la relation entre l'éducation et la Recherche & Développement (R&D) des entreprises et des organisations.

Autre recommandation : favoriser une culture de coopération et de confiance en augmentant les connaissances éthiques et les compétences professionnelles des élèves par l'étude des sciences humaines, et assurer l'acquisition d'une culture entrepreneuriale et d'innovation à tous les niveaux du système éducatif. Pour y parvenir, ils prêchent pour le développement de programmes standardisés de formation en entreprises et la mise en place d'incitations ciblées pour la coopération entre formateurs et entrepreneurs.



"Une économie mondiale en pleine croissance exige la libre mobilité des principaux créateurs d'emplois que sont les entrepreneurs", souligne l'alliance du G20 des Jeunes Entrepreneurs. C'est pourquoi elle réitère son appel aux gouvernements à mettre en place un programme de visas " Jeunes Entrepreneurs " à l'échelle du G20 qui fournirait des visas à entrées multiples en simplifiant les démarches administratives. Dans cette optique, elle propose un certain nombre de mesures, d'un processus d'évaluation intelligent d'obtention à une réglementation qui permette le suivi des demandeurs de visa, pour que "son obtention permette de bénéficier des opportunités d'affaires lorsqu'elles se présentent."

Adapter la fiscalité pour soutenir l'entrepreneuriat

Et parce que les entrepreneurs qui créent leur entreprise ont besoin de règles fiscales prévisibles et simples pour encourager la création d'entreprises, les investissements et la croissance, les entrepreneurs appellent les gouvernements du G20 à adopter des mesures fiscales favorables : citons pêle-mêle des seuils basés sur le chiffre d'affaires pour la fiscalité indirecte des entrepreneurs et des PME, la numérisation du processus de conformité, des politiques fiscales prenant en compte la rémunération basée sur les actions...



À lire aussi

Comment le gouvernement veut simplifier la vie des entrepreneurs

Enfin, les jeunes entrepreneurs ont évoqué de nouvelles pistes en dehors de leurs trois champs d'action habituels, à commencer par la promotion du développement durable via des directives plus précises et mieux coordonnées au niveau international. Objectif ? Garantir un processus de gouvernance clair pour encourager les investissements privés soutenant les entreprises désireuses de s'engager dans la voie de la durabilité. Ils ont aussi insisté sur l'importance de soutenir l'esprit d'entreprise inclusif et de promouvoir les réseaux par la création d'une plateforme au sein des pays du G20 destinée à développer l'esprit d'entreprise, dans l'esprit "Erasmus".

Article écrit par Maëlle Lafond